

**Proposition de l'ANODE concernant la répartition des obligations entre les obligés pour la 4<sup>ème</sup> période du dispositif de CEE**

Les obligations de CEE annuelles sont calculées par application de coefficients, spécifiques à chaque énergie, aux volumes d'énergie vendus chaque année par chaque acteur obligé.

Jusqu'à un certain seuil, spécifique pour chaque énergie, les volumes d'énergie vendus sont exemptés d'obligation de CEE. Au-delà de ce seuil, les coefficients appliqués pour déterminer les obligations de CEE sont identiques quel que soit le volume d'énergie vendu par les obligés.

Or, selon les données publiques disponibles, trois opérateurs représenteraient environ 70% des obligations, ce qui révèle des différences de taille très importantes entre les acteurs obligés.

***L'ANODE considère que les règles en vigueur ne prennent pas en compte les conséquences opérationnelles et financières résultant des différences de taille très importantes entre les acteurs obligés.***

En premier lieu les petits et les gros acteurs obligés ne disposent pas des mêmes moyens d'action pour remplir leurs obligations. En effet les grands obligés bénéficient :

- de moyens financiers leur permettant d'investir dans des programmes, des actions et une communication à grande échelle pour collecter des CEE ;
- des synergies entre leurs différentes filiales commerciales qui gravitent autour du secteur de l'énergie au sens large ainsi que de réseaux de partenariats historiques avec l'ensemble des acteurs de la filière (bureaux d'études, installateurs, chauffagistes, plombiers, électriciens, etc.) ;
- d'une image de marque installée et trop souvent associée à la notion de « service public », notamment auprès des acteurs locaux, institutionnels et sociaux, qui est un atout important notamment pour collecter les CEE précarité.

Par ailleurs, les plus gros acteurs obligés bénéficient d'un effet d'échelle sans commune mesure leur permettant de mutualiser et de mieux amortir les coûts du dispositif :

- le traitement administratif des CEE est relativement lourd mais nécessaire pour garantir la validation et la comptabilisation par les pouvoirs publics des CEE collectés. Alors que les gros obligés sont en capacité d'absorber en interne cette charge de travail supplémentaire à moindre coût, les petits obligés doivent faire appel à la sous-traitance car ils ne disposent pas de l'effet d'échelle suffisant pour amortir le coût d'internalisation de cette activité ;
- la définition et le déploiement auprès des consommateurs d'énergie d'offres attractives permettant de collecter des CEE en partenariat avec les acteurs techniques spécialisés dans l'efficacité énergétique constituent un coût important pour les acteurs obligés. Sur ce point également, les obligés les plus importants bénéficient d'un avantage majeur dans la mesure où ils peuvent s'appuyer sur des équipes commerciales et techniques importantes et historiquement bien implantées sur l'ensemble du territoire, y compris dans les DOM TOM.

Enfin, la différence de taille et de moyens entre acteurs est un paramètre largement connu et déjà prise en compte par d'autres dispositifs y compris dans le secteur de l'énergie :

- les exemptions de charges pour les autoentrepreneurs ;
- les tolérances d'équilibrage pour le secteur du gaz naturel prenaient en compte la taille de portefeuille de clients de chaque fournisseur. Ainsi, les seuils de tolérance étaient dégressifs au fur et à mesure de l'augmentation du volume de gaz livré, pour tenir compte de l'effet de foisonnement dont bénéficient les plus gros fournisseurs ;
- le fonds de péréquation de l'électricité a été mis en œuvre pour prendre en compte les effets d'échelle des entreprises locales de distribution.

***En conséquence, l'ANODE préconise la création d'un seuil intermédiaire avec des coefficients réduits.***

Ces coefficients réduits s'appliqueraient à la part des volumes vendus par les obligés comprise entre le seuil d'exemption existant et ce nouveau seuil intermédiaire. Ainsi, l'ensemble des acteurs obligés bénéficieraient de ce seuil intermédiaire, quelle que soit leur taille.

La diminution des obligations de CEE liées à ces volumes d'énergie vendue serait compensée par une majoration des coefficients qui s'appliqueraient aux volumes d'énergie vendus au-delà de ce seuil intermédiaire. Compte tenu du poids des obligés les plus importants dans le dispositif de CEE, cette majoration représenterait un surplus d'obligation négligeable et un surcoût très limité.

**Lampiris, membre de l'Anode, ne s'associe pas à cette proposition.**